



## **Social Good Accelerator EU**

### **Mouvement européen de l'accélération Tech des organisations d'intérêt général**

#### **Position paper**

#### **Stratégie Data de la Commission européenne**

**Paris-Bruxelles, mai 2020**

La stratégie en matière de données et le livre blanc sur l'intelligence artificielle sont les premiers piliers de la nouvelle stratégie numérique 2021-2027 de la Commission européenne. Ils mettent tous deux l'accent sur la nécessité de donner la priorité aux personnes dans le développement des technologies, ainsi que sur la nécessité de défendre et de promouvoir les valeurs et les droits européens dans la manière la technologie est conçue, fabriquée et déployée dans l'économie réelle.

La stratégie européenne pour les données vise à créer un marché unique des données qui garantira la compétitivité mondiale et la souveraineté de l'Europe en matière de données. Des espaces européens communs de données garantiront que davantage de données seront disponibles pour être utilisées dans l'économie et la société, tout en gardant le contrôle des entreprises et des individus qui génèrent les données.

La commission européenne présente ainsi les données comme "une ressource essentielle pour la croissance économique, la compétitivité, l'innovation, la création d'emplois et le progrès de la société en général."

Le Social Good Accelerator EU, considérant que ces objectifs doivent absolument intégrer les acteurs de l'Économie sociale et solidaire que la Commission reconnaît par ailleurs depuis 2011 comme l'un des leviers d'une « croissance intelligente, durable et inclusive ». Ce secteur à lucrativité limitée, qui cherche à concilier solidarité, performance économique et utilité sociale, démontre une certaine résistance face aux crises - il en a encore fait la preuve lors de la crise COVID 19 - et contribue grandement à en atténuer les effets sociaux. Il réunit un large panel de

secteurs économiques (10% du PIB européen), et pourvoit aujourd'hui un nombre croissant d'emplois en Europe. (11M de travailleurs soit 4,5 % de la population et jusqu'à 11% dans certains pays). ¼ des nouvelles organisation créées chaque année voire ½ dans certains pays appartiennent à ce secteurs (source : FSE).

A la lecture du Livre Blanc sur la stratégie Données de la nouvelle Commission européenne, il nous semble fondamental de rappeler le rôle clé des organisations de l'Economie social et de la Société civile européenne dans la définition de la création de valeur économique, sociale et environnementale liée à la nouvelle économie des données et à sa gouvernance démocratique. Nous élaborons ainsi plusieurs propositions

**I. Associer étroitement les réseaux de représentation de l'Économie sociale et de la Société civile européens à la définition du cadre de gouvernance cross-sectoriel pour l'accès et l'utilisation des données**

L'Économie sociale et solidaire représente un secteur particulièrement innovant et doit également avoir accès à davantage de données "d'utilité sociale et environnementale" pour mieux et davantage concevoir d'innovations sociales en promouvant des usages et des réglementations respectueuses des usagers, de la diversité des situations sociales, de la sobriété environnementale et de la vitalité démocratique. Les organisations de l'Économie sociale et solidaire doivent être associées à cette gouvernance comme des interlocuteurs particulièrement vigilants sur le champs de l'éthique et de la protection des données personnelles.

A ce titre, il convient de distinguer :

- a) les données "agrégées" qui font l'objet d'une collecte et d'un traitement par les acteurs publics pour mise à disposition au travers de l'open data (jeux publics de données) : cet usage peut faire l'objet d'un partenariat plus étroit entre la Commission, les États membres et les producteurs/utilisateurs de données de l'Économie sociale et solidaire
- b) et l'usage des données personnelles par les acteurs économiques à des fins de profit et par les Etats à des fins de surveillance, contre lequel s'élèvent les acteurs de l'ESS dans leur grande majorité. Il convient ici de distinguer les données intimes dont le partage doit relever d'une décision éclairée de la part de l'utilisateur, de moyens de contrôle de leurs usages et de transparence totale par les tiers qui les exploitent. Les acteurs de l'ESS que nous avons interrogés ressentent une certaine défiance vis-à-vis de l'économie de la donnée. Ils manifestent une grande prudence sur la question des données personnelles et plaident pour une souveraineté numérique européenne, corollaire d'une protection fiable des données intimes. Une partie non négligeable s'oriente vers des solutions libres, qui mériteraient davantage d'investissement public notamment pour résoudre les problèmes de design (UX design) et d'accessibilité encore trop souvent rencontrées sur les solutions libres. Ils s'interrogent aussi sur les opportunités économiques du Big Data pour le secteur : il s'agit d'un chantier collaboratif, qui mériterait la mise en place d'un groupe de travail ainsi qu'un encadrement réglementaire et un investissement européen spécifiques. Les bénéfiques, au-delà de la préservation et de la mise à niveau du secteur, seraient de

permettre de trouver de nouveaux relais de financement, de coopération et de proposer une offre technologique alternative à celle du marché classique.

**II. Associer étroitement le secteur de l'Économie sociale et solidaire pour proposer un cadre législatif pour la gouvernance des jeux de données européens communs et adopter un acte d'implémentation sur les jeux de données de grande valeur.**

Le secteur de l'Économie sociale et solidaire devra être également étroitement associé à l'analyse de l'importance de la donnée dans l'économie numérique (à travers the Observatory of the Online Platform Economy), à la révision du cadre politique existant dans le contexte du Digital Services Act package et à la proposition du Data Act, 2021.

Les réseaux européens de l'Économie sociale et solidaire peuvent agir comme des catalyseurs et contribuer à définir les plans d'investissements dans les données, le traitement et l'utilisation des données. En tant qu'acteurs de l'intérêt général, ils doivent contribuer à la structuration de jeux de données pour garantir leur qualité, leur disponibilité, leur accessibilité, et leur interopérabilité.

Pour les organisations de l'**Économie sociale** et de la société civile, les domaines prioritaires pour la création de ces espaces européens communs de données sont la santé & médico-social (avec de fortes garanties sur la protections des données personnelles), l'emploi et l'accès aux droits, la citoyenneté, la mobilité, la lutte contre les inégalités sociales et numériques, mais aussi la lutte contre le réchauffement climatique et préservation de l'environnement, l'économie circulaire et l'énergie verte.

Les acteurs de l'Économie sociale et solidaire, garants de la vitalité démocratique et du modèle social européen, devraient être représentés dans les mécanismes européens de gouvernance des données, en particulier pour favoriser une utilisation équitable, responsable et démocratique.

Le Bien commun devrait être plus souvent considéré comme objectif lors de la production de données pour fournir de meilleurs services de mobilité, réduire la consommation d'énergie, proposer un meilleur accès aux services de santé, améliorer les services publics, réduire les inégalités sociales, faciliter l'accès aux savoirs et à une information objective.

Aussi, pour que les organisations de l'Économie sociale et solidaire puissent innover plus et mieux au service du Bien commun, nous proposons :

II.a) De créer un groupe de travail associant les organisations de l'Économie sociale et solidaire et les acteurs institutionnels pour dessiner un référentiel d'agrégation et de structuration de données utiles dans les domaines relevant de l'utilité sociale et environnementale

II.b) D'ouvrir et de faciliter l'accès aux mégadonnées générées par le secteur public pour tous les acteurs de l'ESS, ainsi que de renforcer les interfaces de programmation (API) accessibles

III.c) De co-designer une licence libre (de type Creative Commons») pour la mise à disposition de "jeu de données" européens d'intérêt général, à forte valeur sociale et environnementale.

III. **Donner à toutes les organisations de l'Économie sociale et solidaire, quelque soit leur statut, les moyens d'agir, d'investir dans les compétences et de créer des coopérations pour libérer tout le potentiel de création de valeur économique, sociale et environnementale liée à l'économie de la donnée en Europe**

Aussi nous proposons :

**III. A) Un plan ambition de formation off et online à la data/culture numérique pour les organisations de l'Économie sociale et solidaire (salariés et responsables bénévoles).**

La défiance naturelle du secteur au regard de l'économie des données est dûe en partie à leur culture démocratique qui les positionne en "vigies de l'intérêt général et de la protection des libertés individuelles, mais aussi au manque de formation continue sur la culture du numérique dans le secteur. Et ce alors que les organisations de l'Économie sociale et solidaire agissent comme des médiateurs numériques" vis à vis des populations qui souffrent de fracture numérique. Garants de l'inclusion numérique de tous les citoyens européens, ils doivent bénéficier d'un grand plan de formation de leurs salariés et responsables bénévoles pour pouvoir transmettre et transformer les savoirs-faire et usages numériques au plus près des besoins des populations qu'elles accompagnent.

A ce titre, les réseaux de Tiers-lieux, de Fablabs et de Makers qui ont fait preuve de toute leur capacité d'innovation citoyenne pendant la Crise covid, pourraient agir comme des opérateurs. Ils sont pour beaucoup "non for profit" et appartenant de fait au secteur de l'Économie sociale et solidaire en Europe.

**III. B) Une étude sur les opportunités de modèle économiques "non for profit" à forte valeur sociale et environnementale, basée sur les Data et l'IA pour les acteurs de l'Économie sociale et solidaire**

**III. C) Financer les actions de reconversion/réinsertion dans les métiers de la Data via les modèles de l'ESS** (réponse à la vague de chômage Covid 19) en misant sur les entreprises d'insertion par l'emploi (Simplon.co, Samaforce..) et les programmes multipartenariaux comme Territoires 0 chômeurs (France). Ce plan de soutien à l'emploi visera également à intégrer davantage de diversité, d'équité et de non-discrimination dans la production d'IA et l'apprentissage de la machine.

**III. D) Proposer un modèle européen de clusters ou Pôles européens de compétitivité Data/IA dédiée à l'intérêt général**, intégrant des chercheurs en sciences humaines et des acteurs de l'Économie sociale et solidaire.

**III.E) Proposer une taxation européenne sur la data** pour mieux financer les services publics et les partenaires privés de l'intérêt général que représentent leurs organisations de l'Économie sociale et solidaire.

**NB : Nos propositions seront développées dans le Position Paper sur la [consultation IA de la Commission européenne](#), à échéance du 14 juin 2020.**

## **Les conditions de réalisation de ce Position Paper**

Le Social Good Accelerator a lancé une initiative de consultation adaptée sur les deux stratégies Data et IA de la Commission européenne, en deux volets :

- **Un questionnaire en ligne**, disponible en Français et en Anglais a obtenu 22 réponses provenant de 4 pays européens (Belgique, France, Suède, Portugal). Ce questionnaire public a été adressé à nos membres et diffusé sur nos réseaux sociaux pour atteindre l'ensemble de notre écosystème européen
- **Des entretiens avec des experts** : nous remercions tout particulièrement pour leurs éclairages Jean-Gabriel Ganascia (Président du comité d'éthique du CNRS, France), Julie Prost (Impala Avocats), Melissa Boudes et Christine Balagué (Chaire Good in Tech, France), Denis Pansu (Fondation Internet Nouvelle Génération-FING) Denis Stokkink (Think Tank Pour la Solidarité, Belgique) et Paul Duan (ONG Bayes Impact)

## **Qui sommes nous? - Social Good Accelerator EU : mouvement européen pour la transition tech des organisations d'intérêt général**

Le Social Good Accelerator est un mouvement européen né en 2017 d'un constat : la transition technologique des organisations de l'économie sociale et de la société civile, qui oeuvrent et innovent chaque jour pour l'intérêt général, n'est pas encore suffisamment prise en considération par les pouvoirs publics, les entreprises et les investisseurs. Elle est pourtant une condition sine qua non d'une innovation et d'une compétitivité européenne centrées sur le respect du vivant, la justice sociale et climatique. Cette transition technologique qui conduit à davantage d'efficacité pour les acteurs à but lucratif du secteur, mais aussi à de nouveaux garde fous, doit être accélérée et placée au cœur des stratégies de transition européennes, pour orienter nos modèles vers plus d'inclusion et de bien-être collectif.

Le collectif Social Good Accelerator EU est fédéré en association depuis 2018 et réunit plus de 30 organisations membres dans 5 pays. Il anime un plaidoyer, une communauté solidaire et propose des outils pour accompagner les acteurs qui ont besoin de mieux comprendre ou souhaitent contribuer davantage à la transition technologique des organisations d'intérêt général en Europe.

Nous travaillons à la montée en influence et en connaissances des organisations d'intérêt général en Europe sur les sujets de transition technologique.

Nos trois piliers d'action : Affaires publiques (lobbying), Recherche et Communauté (partage de connaissance, réseaux, action collective).

Nous réunissons plus de 60 membres européens, qui représentent plus de 1500 organisations de l'économie sociale et solidaire.

## **Partenaires de cette contribution**

